



**ASSOCIATION
DES FORESTIERS
TROPICAUX ET
D'AFRIQUE DU NORD**

Informations forestières AFT du 30 mai 2024

Préambule :

Chers adhérents

L'AFT a le plaisir de vous adresser ces informations forestières diffusées pour la première fois par mailing.

Cette diffusion d'informations s'inscrit dans la nouvelle politique de communication que notre association souhaite mettre en œuvre pour favoriser ses liens et ses échanges tant aujourd'hui avec ses adhérents que demain avec ses partenaires associatifs et institutionnels, et plus largement avec l'ensemble des personnes intéressées par les enjeux des forêts tropicales et d'Afrique du Nord.

L'AFT développe en parallèle la création d'un site web qui sera prochainement fonctionnel. .

D'autres supports à vocations techniques (revues) ou de témoignages (livres) resteront également des vecteurs de nos échanges à venir. Une présentation de cette politique de communication de l'AFT sûrement améliorée vous sera faite une fois celle-ci stabilisée.

Nous vous prions d'excuser les imperfections de cette première lettre d'informations, et sommes à l'écoute de vos suggestions et remarques comme de vos attentes.

Merci également de vos remontées d'informations que vous souhaiteriez voir partagées, via notre nouvelle adresse mail mentionnée en pied de page.

Bonne lecture et à bientôt

Le Président de l'AFT
Bernard Mallet



Un sommet inédit pour donner accès à la « cuisson propre » en Afrique subsaharienne

Source : Bérénice Soucail, *La Croix*, 14 mai 2024

La cuisson d'aliments par combustion est la deuxième cause de mort prématurée en Afrique subsaharienne, et elle est responsable de 3 % des émissions de gaz à effet de serre. Un sommet sur le sujet, organisé par l'Agence Internationale de l'Énergie et la Banque africaine de développement, se tient mardi 14 mai à Paris.

Un peu de bois ou de charbon, deux trois pierres pour faire cuire un repas. Sur terre, 2,3 milliards de personnes utilisent des foyers de cuisson ouverts ou des poêles alimentés avec divers combustibles pour la cuisson des aliments. Mais ceux-ci rejettent de fines particules, bien souvent en intérieur, qui causent des cancers, des accidents cardiovasculaires, et, pour les jeunes enfants, des pneumonies. Ils sont également émetteurs de gaz à effets de serre. L'Agence Internationale de l'énergie (AIE) et la Banque africaine de développement (BAD) ont tiré l'alarme l'été dernier en publiant un rapport sur ces modes de cuisson qu'ils qualifient de « délétères ». Dans la continuité, un sommet se tient mardi 14 mai au siège de l'UNESCO à Paris,

regroupant près de 800 participants (gouvernements, institutions, entreprises, ONG) pour trouver des solutions.

Le sommet sera central sur l'Afrique subsaharienne. Environ 1 milliard de personnes y cuisent leurs aliments en faisant brûler du bois, du charbon, du kérosène, ou des déchets alimentaires et agricoles. C'est à peu près autant qu'en Asie, mais, à la différence de cette région qui a vu le nombre d'utilisateurs de ces méthodes de cuisson diminuées de moitié depuis 2010, ce chiffre stagne au sud du Sahara. Les conséquences sanitaires sont graves : sur la totalité du continent africain, la cuisson des aliments est la deuxième cause de mort prématurée.

Urgence sanitaire et environnementale

Dans le rapport paru en juillet 2023, l'AIE et la BAD pointaient les effets différenciés selon le genre de ces modes de cuisson. En Afrique subsaharienne, les femmes passent en moyenne 5 heures par jour à collecter çà et là les résidus de bois, charbon, déchets à brûler, puis préparer les repas. Elles sont donc bien plus exposées aux fumées nocives, et, par le temps qu'elles passent à chercher des combustibles, s'éloignent d'autres activités comme l'emploi. Ce problème concerne aussi les enfants et l'école.

Et l'impact de la cuisson en foyer ouvert sur l'environnement n'est plus à prouver. Cela rejette 1,5 milliard de tonnes de CO₂ par et dans l'atmosphère, soit 3 % des 50 milliards que produit chaque année l'activité humaine. C'est l'équivalent des émissions de l'aviation et du transport maritime. Outre les particules fines, la combustion mal maîtrisée laisse s'échapper du méthane, un gaz dont l'effet de dégagement est 30 fois supérieur à celui du CO₂ sur 100 ans. Et c'est aussi une cause de déforestation.

L'objectif du sommet est donc de prendre des engagements pour développer des méthodes de cuisson dites « propres », comme des cuisinières ou des mini-poêles fermés qui permettent d'utiliser moins de combustible et de retenir les fumées. Voir des systèmes fonctionnant aux énergies dites « vertes », comme l'électricité, le biogaz, le bioéthanol, les granulés. Et surtout, de savoir comment inciter à ce changement de pratiques.

L'enjeu, ce n'est pas tellement le budget : pour régler le problème en Afrique subsaharienne d'ici à 2030, il suffirait de l'équivalent de 3,7 milliards d'euros annuels, selon l'AIE. « *Une infime partie de ce que le monde dépense en énergie chaque année* », souligne l'Agence. Ces dépenses s'élevaient à 2 600 milliards d'euros en 2023.

« Alléger la charge financière des utilisateurs »

Mais la majeure partie des habitants ne paient pas leurs combustibles de cuisson. Et très peu aurait les moyens de payer des fourneaux, des cuisinières électriques, ou de se fournir en gaz pour cuire la nourriture. « *Il est donc impératif de mettre en place des politiques et des mesures adaptées visant à alléger la charge financière qui pèse sur les utilisateurs finaux* », note le rapport de l'AIE et de la BAD.

Le sommet prévu au siège de l'UNESCO a pour objectif d' *« intégrer la cuisson propre à l'ordre du jour mondial »* et de *« mobiliser des engagements financiers de la part des gouvernements, des banques et des agences de développement, des fonds climatiques et des ONG »*.

Le recours aux crédits carbone

Pour ces financements, l'Agence compte sur les marchés carbones. Que ce soit en Afrique subsaharienne ou en Asie du Sud-Est, une grande partie des projets pour remplacer les foyers de cuisson ont permis de générer des crédits carbone, des certificats dont chacun atteste de l'évitement ou de l'élimination d'une tonne de carbone.

Ce système, mis en place par les accords de Kyoto en 1997, permet aux pays et aux entreprises qui émettent trop de gaz à effets de serre de « rassembler » leurs émissions en achetant ces crédits. Ils permettent ainsi de financer des projets à l'impact environnemental positif, comme faire évoluer les méthodes de cuisson.

En tout, 108 millions de crédits ont été attribués au remplacement des modes de cuisson – un quart des émissions de CO₂ de la France en un an. C'est l'une des progressions les plus importantes sur le marché du carbone ces dernières années. Mais l'AIE se montre dubitative quant à leur effet réel : *« ce n'est pas le tout de mobiliser l'argent, il faut le rendre efficace avec des politiques publiques pour inciter les populations à utiliser ces poêles. »* C'est le parti qu'a déjà pris le Kenya, où la stratégie énergétique nationale comprend un volet « cuisson propre ».

Commentaires AFT :

de Bernard Mallet :

« On y lit que plusieurs milliards de \$ sont prévus, que le groupe Total veut privilégier le GPL, que les crédits carbone seront mobilisés, Je reste assez circonspect sur ce sur quoi cela va vraiment déboucher au niveau des populations rurales comme des populations urbaines les plus pauvres en Afrique... »

d'Alain Bertrand :

« Je suis aussi très dubitatif. L'expérience du projet Énergie II au Niger, nous a appris que les substitutions de combustibles ne s'opèrent pas sur un claquement de doigts mais ont aussi des fondements sociaux et psychologiques complexes. Quand il y a substitution, elle est toujours partielle et débute généralement par le petit déjeuner, le premier repas de la journée. Une énergie ne remplace pas l'ancienne, elle s'ajoute et se substitue ensuite très progressivement. »



Première édition francophone du symposium en ligne « Utilisation du bois de chauffage dans les Tropiques : enjeux et perspectives » le 19 avril 2024 organisé par l'ISTF et l'AFT

L'International Society of Tropical Foresters (ISTF) et l'Association des forestiers tropicaux et d'Afrique du Nord (AFT) ont présenté la première édition francophone du symposium en ligne « Utilisation du bois de chauffage dans les Tropiques : enjeux et perspectives » le 19 avril 2024 .

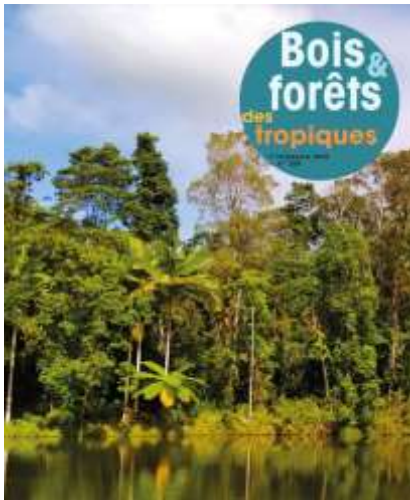
Une grande partie des régions tropicales dépend du bois de chauffage pour la cuisson des aliments.

Sont intervenus pour l'AFT Bernard Mallet, président de l'AFT, et Alain Bertrand.

Les autres intervenants étaient :

Michael Sterner (ISTF), Catherine Ruest-Bélanger, Consultante en environnement (Canada), Frény Alcinat, Centre d'enseignement et de coopération internationale (Haïti), Séverin TCHIBOZO, Centre de Recherche pour la Gestion de la Biodiversité (Bénin), Désiré K. Kasekete, Université Officielle de Ruwenzori (République Démocratique du Congo), Mamane Seini, Association National des Exploitants du Bois du Niger (Niger) et Samirath C. Nansounon, Unité de Recherche en Biologie forestière et Modélisation Écologique (Bénin).

Un compte-rendu de ces débats fera l'objet d'une édition à venir des Feuilles du Flamboyant.



Bois et Forêts des Tropiques - n° 369

En utilisant le lien ci-dessous, vous pourrez avoir accès aux articles de ce numéro de la revue Bois et Forêts des Tropiques, dont deux concernent l'Afrique du Nord (sur le cèdre au Maroc, et le pin maritime en Tunisie), et deux l'Asie tropicale (Malaisie et Viet-Nam-

<https://revues.cirad.fr/index.php/BFT/News359%0d>



Echo d'ECOFOR - avril 2024

De nombreux articles et liens intéressants, mais surtout sur la foresterie française (y compris cependant la Guyane et autres territoires insulaires tropicaux) et européenne

<http://www.gip-ecofor.org/echos-decofor-n61/>



XXVI^e congrès mondial de l'Union internationale des organismes de recherche forestière (IUFRO)

du 23 au 29 juin 2024
à Stockholm

Le 26^e Congrès mondial de l'IUFRO est LE rassemblement mondial des acteurs forestiers, qui se déroulera cet été à Stockholm, en Suède.

Découvrez les dernières recherches, innovations et sciences appliquées. Connectez-vous avec des décideurs politiques et des experts du monde entier, tous engagés à façonner un avenir durable pour les forêts et la société.

<https://www.iufro.org/events/congresses/2024/>



Site web AFT



Rencontres AFT 2024

Rencontres AFT
dans le Lot



Nouveaux adhérents
AFT en 2024

Site en cours de construction
avec un 1er rendu et un accès
aux adhérents prévu
fin juin 2024 après validation
du CA de l'AFT

du 18 au 22 septembre 2024.

Inscriptions encore ouvertes

Nous aurons le plaisir
d'accueillir au moins deux de
nos adhérents africains,
Christian Emmanuel Moka et
Jean-Prosper Koyo, ce dernier
présentant une conférence sur le
thème :

*"Projet de stratégie d'appuis aux
activités agro-sylvo-pastorales au
Congo Brazzaville"*

Contact et inscriptions :

Jean-Guy Bertault
jgbertault@yahoo.fr

L'AFT souhaite la bienvenue
aux nouveaux adhérents 2024

parmi lesquels :

Jean-Prosper Koyo de la
République du Congo, Georges
Agbahungba du Bénin,
Hamadi Konandj du Mali
et GuyBertho Randrianarivelo
de Madagascar

Association des Forestiers Tropicaux et d'Afrique du Nord

s/c Bernard Mallet, 10, le Félibre, 34980, Montferrier-sur-Lez France

www.assofortrop.fr

contact@assofortrop.fr

Cet email a été envoyé à ac.lebahy@wanadoo.fr

Vous l'avez reçu car vous êtes inscrit à notre newsletter.

[Afficher dans le navigateur](#) | [Se désinscrire](#)

